

# DÉLIBÉRATION

N°BS-2017-04

**OBJET :** Validation du Procès-verbal de mise à disposition de biens de la Commune d'Estang et acceptation du résultat transféré

Nombre de membres en exercice : 8  
Nombre de membres présents lors de la délibération : 8  
Nombre de membres ayant donné procuration : 0  
Date de convocation : 20/03/2017  
Date d'affichage : 20/03/2017  
Votes contre : 0  
Votes pour : 8  
Abstentions : 0

L'an deux mille dix-sept, le vingt-huit mars,

Le Bureau Syndical dûment convoqué, s'est réuni à la salle du conseil municipal de la Commune d'Estang sous la présidence de **Madame France DUCOS**,

*Secrétaire de séance :* **Claude VETTOR**

Membres présents : DUCOS France, DULHOSTE Christian, FEUILLET-GALABERT Patricia, DAYMAN Michel, PASSARIEU Marie-Ange, SAUQUES Philippe, TROTTA Pascal, VETTOR Claude.

Madame la Présidente rappelle au Bureau Syndical l'adhésion de la Commune d'Estang au S.E.T.A. pour l'assainissement collectif au 01/01/2017. A compter de cette date et conformément à la réglementation, la Commune met donc à disposition du Syndicat les biens, meubles et immeubles, nécessaires à l'exercice de cette compétence.

Madame la Présidente précise que cette mise à disposition doit faire l'objet d'un procès-verbal établi contradictoirement entre les représentants de la collectivité antérieurement compétente et de la collectivité bénéficiaire. Le procès-verbal doit préciser la consistance, la situation juridique, et l'état des biens, et l'évaluation de la remise en état de ceux-ci.

Madame la Présidente soumet alors aux membres présents le procès-verbal préparé en accord avec les élus de la Commune d'Estang. Elle attire notamment l'attention de l'Assemblée sur l'article 7 relatif à la comptabilisation du transfert, qui stipule que la Commune reverse au Syndicat son résultat de clôture 2016, à savoir 60 686.74 €.

Oui les éléments exposés, et après en avoir débattu, le Comité Syndical décide :

- d'approuver le procès-verbal de mise à disposition de biens et ses annexes tels qu'ils lui ont été présentés,
- d'accepter expressément le reversement par la Commune de 60 686.74 €, correspondant au résultat de clôture figurant au compte administratif 2016 de son service d'assainissement collectif, tel que détaillé à l'article 7 du PV,
- d'autoriser Madame la Présidente à signer ledit PV.

Fait et délibéré les jour, mois, et an susdits

La Présidente,  
France DUCOS





en Armagnac...

Mairie  
d'ESTANG  
32240

**Procès-verbal de mise à disposition de la Commune d'Estang au profit du  
Syndicat des Eaux des Territoires de l'Armagnac,  
des biens, meubles et immeubles, nécessaires à l'exercice de la compétence  
Assainissement Collectif**

**Entre**

La Commune d'Estang, représentée par Monsieur Alain BARBE, Maire-adjoint, habilité à cet effet par une délibération du Conseil Municipal en date du XX/XX/2017,

**Et**

Le Syndicat des Eaux des Territoires de l'Armagnac (SETA), représenté par Madame France DUCOS, Présidente, habilitée à cet effet par délibération du Bureau Syndical en date du 28 mars 2017.

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), et plus particulièrement ses articles L.5211-5, L.1321-1 et L.1321-2 ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Commune d'Estang en date du 3 novembre 2016, approuvant l'adhésion au Syndicat des Eaux des Territoires de l'Armagnac pour la compétence assainissement collectif ;
- L'arrêté préfectoral du 21 décembre 2016 portant création du syndicat mixte fermé à la carte "Syndicat des Eaux des Territoires de l'Armagnac" à compter du 01/01/2017.

**Préambule**

La mise à disposition des biens s'inscrit dans le cadre du dispositif de droit commun de l'article L.5211-5 du CGCT. En application des termes de cet article :

*« III. -Le transfert des compétences entraîne de plein droit l'application à l'ensemble des biens, équipements et services publics nécessaires à leur exercice, ainsi qu'à l'ensemble des droits et obligations qui leur sont attachés à la date du transfert, des dispositions des trois premiers alinéas de l'article L.1321-1, des deux premiers alinéas de l'article L.1321-2 et des articles L.1321-3, L.1321-4 et L.1321-5. »*

Les trois premiers alinéas de l'article L.1321-1 posent ainsi le principe de la mise à disposition des biens :  
*« Le transfert d'une compétence entraîne de plein droit la mise à la disposition de la collectivité bénéficiaire des biens meubles et immeubles utilisés, à la date de ce transfert, pour l'exercice de cette compétence.*

*Cette mise à disposition est constatée par un procès-verbal établi contradictoirement entre les représentants de la collectivité antérieurement compétente et de la collectivité bénéficiaire. Le procès-verbal précise la consistance, la situation juridique, l'état des biens et l'évaluation de la remise en état de ceux-ci. »*

Lorsque la collectivité antérieurement compétente est propriétaire des biens mis à disposition, comme cela est le cas en l'espèce, les modalités suivantes de l'article L.1321-2 s'appliquent :

*« Lorsque la collectivité antérieurement compétente était propriétaire des biens mis à disposition, la remise de ces biens a lieu à titre gratuit. La collectivité bénéficiaire de la mise à disposition assume l'ensemble des obligations du propriétaire. Elle possède tous pouvoirs de gestion. Elle assure le renouvellement des biens mobiliers. Elle peut autoriser l'occupation des biens remis. Elle en perçoit les fruits et produits. Elle agit en justice au lieu et place du propriétaire.*

*La collectivité bénéficiaire peut procéder à tous travaux de reconstruction, de démolition, de surélévation ou d'addition de constructions propres à assurer le maintien de l'affectation des biens.*

*La collectivité bénéficiaire de la mise à disposition est substituée à la collectivité propriétaire dans ses droits et obligations découlant des contrats portant notamment sur des emprunts affectés, et des marchés que cette dernière a pu conclure pour l'aménagement, l'entretien et la conservation des biens remis ainsi que pour le fonctionnement des services. La collectivité propriétaire constate la substitution et la notifie à ses cocontractants.*

*La collectivité bénéficiaire de la mise à disposition est également substituée à la collectivité antérieurement compétente dans les droits et obligations découlant pour celle-ci à l'égard de tiers de l'octroi de concessions ou d'autorisations de toute nature sur tout ou partie des biens remis ou de l'attribution de ceux-ci en dotation. »*

Conformément aux dispositions rappelées ci-avant du CGCT :

- la Commune d'Estang et le SETA ont établi contradictoirement et conclu le présent procès-verbal de mise à disposition des biens nécessaires à l'exercice de la compétence transférée Assainissement Collectif.
- Le SETA représenté se substitue de plein droit, à la date du transfert de la compétence Assainissement Collectif, soit au 1<sup>er</sup> janvier 2017.

Ceci ayant été exposé, il est convenu ce qui suit :

### **Article 1<sup>er</sup> – objet**

Par le présent procès-verbal, la Commune d'Estang met à disposition du SETA qui l'accepte, les biens mobiliers et immobiliers affectés au fonctionnement du service de collecte et de traitement des eaux usées.

Cette mise à disposition est consentie dans les conditions définies dans les articles ci-après.

### **Article 2 – consistance, état général, et situation juridique des biens immobiliers et mobiliers**

Les biens objets de la présente mise à disposition se composent de terrains, de constructions et de biens mobiliers dont la liste, précisant pour chacun d'entre eux la date d'acquisition, le numéro d'inventaire, la durée d'amortissement, la valeur historique ainsi que la valeur nette comptable à la date du transfert, est annexée au présent procès-verbal, de même que l'état des subventions amortissables.

Les ouvrages concernés par la mise à disposition sont notamment :

- Un réseau de collecte et de transfert d'eaux usées de 6 150 mètres de longueur environ, réparti sur le bourg de la Commune et comprenant :
  - o 6 077 mètres de réseau gravitaire ;
  - o 60 mètres de canalisations de refoulement ;
  - o 2 déversoirs d'orage ;
  - o Un poste de relèvement des eaux usées « Péhage » de capacité de non connue, non clôturé, situé sur le domaine communal en bordure du Chemin rural dit du Péhage contigu à la parcelle cadastrée A 1069 ;

- Un poste de relèvement des eaux usées « Fontaine » de capacité non connue, situé Lieu-dit « Fontaine Sainte », en limite de parcelle AC 173, non clôturé.
- Une station de traitement des eaux usées à boues activités, de capacité 1000 EH, située Chemin rural n°6 dit du Moulin d'Ayrenx, sur les parcelles AD 334 et AD 336, pour une partie clôturée de contenance 650 m<sup>2</sup> environ.

Le SETA prend les terrains et locaux en l'état où ils se trouvent à la date de mise à disposition, déclarant les connaître, pour les avoir vus et visités à sa convenance.

La Commune d'Estang déclare être le valable propriétaire des biens, objet de la présente mise à disposition.

### **Article 3 – modalités de la mise à disposition**

Conformément à l'article L.1321-2 du CGCT, la présente mise à disposition est consentie à titre gratuit.

Le SETA, bénéficiaire de la présente mise à disposition, assume, à compter de ce transfert, l'ensemble des droits et obligations du propriétaire, exception faite de celui d'aliéner. Il possède tous pouvoirs de gestion. Il assure le renouvellement des biens mobiliers et autorise l'occupation des biens remis. Il en perçoit les biens et produits. Il agit en justice au lieu et place du propriétaire.

Le SETA peut procéder à tous les travaux de reconstruction, de démolition ou d'addition de construction propres à assurer le maintien de l'affectation des biens. Toute modification des équipements mis à disposition s'effectuera en concertation avec la Commune d'Estang.

### **Article 4 – contrats en cours**

Le SETA se substitue dans les droits et obligations de la Commune d'Estang en ce qui concerne l'ensemble des contrats en cours relatifs aux biens mis à disposition. La Commune d'Estang constate la substitution et la notifie à ses cocontractants. Un double de cette notification est adressé au SETA.

La liste des contrats concernés par le présent article est dressée en annexe 2 du présent procès-verbal.

### **Article 5 – entretien des locaux et charges liées aux fluides et communications**

Le SETA assure l'entretien des locaux et des ouvrages mis à disposition et prend à sa charge le coût des consommations d'eau, d'électricité, et de télécommunication.

### **Article 6 – dotations aux amortissements**

Les dotations aux amortissements des biens mis à disposition sont intégralement à la charge du SETA à compter de l'exercice 2017.

### **Article 7 – comptabilisation du transfert**

La présente mise à disposition sera comptablement constatée par opérations d'ordre non budgétaires, et opérations réelles.

Les restes à recouvrer au 31/12/2016, relatifs au service d'assainissement de la Commune d'Estang, perçus à partir du 01/01/2017, sont conservés dans le budget général de la Commune d'Estang.

Le cas échéant, les dotations versées par l'Etat au titre du Fond de Compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (FCTVA) pour des opérations d'investissement financées en 2016 par le budget du Service des Eaux de la Commune d'Estang seront reversées au SETA.

Le reversement 2017, à l'Agence de l'Eau Adour Garonne, de la redevance pour modernisation des réseaux de collecte, perçue sur les factures d'assainissement 2016 par le Service des Eaux de la Commune d'Estang, est assuré par le SETA.

L'indemnisation par l'Agence de l'Eau Adour Garonne de la prestation 2016 "facturation et collecte de la redevance pour modernisation des réseaux de collecte" sur la Commune d'Estang est conservé par le budget général de la Commune.

La demande d'aide de fonctionnement auprès de l'Agence de l'Eau Adour Garonne relative à la performance épuratoire des ouvrages d'épuration au cours de l'année 2016 est assurée et perçue par le SETA.

Par ailleurs, concernant l'état figurant en annexe 3 des présentes, détaillant les dépenses et les recettes du budget Assainissement de la Commune d'Estang pour l'exercice 2016 n'ayant pas été prises en charges avant la date du transfert, il est convenu que le SETA les régularise.

Le montant figurant à la balance d'arrêté des comptes du service d'Assainissement Collectif de la Commune d'Estang au 31/12/2016 (résultats de fonctionnement et d'investissement cumulés avec reports antérieurs), incluant les produits de facturation 2016, sera transféré au SETA selon le détail ci-dessous :

| <b>Soldes de clôture transférés<br/>(avec reports antérieurs)</b> | <b>Montants</b>    |
|---|--------------------|
| <b>Excédent d'Investissement</b>                                  | 72 151.23 €        |
| <b>Déficit d'Exploitation</b>                                     | 11 464.49 €        |
| <b>Total général</b>  | <b>60 686.74 €</b> |

#### **Article 8 – désaffectation des biens**

Conformément aux dispositions de l'article L.1321-3 du CGCT, en cas de désaffectation totale ou partielle des biens, la Commune d'Estang recouvrera l'ensemble de ses droits et obligations sur les biens désaffectés.

#### **Article 9 – date d'effet**

La présente mise à disposition prend effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017, date d'adhésion de la Commune d'Estang au SETA pour la compétence assainissement collectif.

#### **Article 10 – modifications**

Toute modification des clauses du présent procès-verbal fera l'objet d'un avenant dûment établi contradictoirement entre la Commune d'Estang et le SETA.

**Article 11 – litiges**

Pour tout litige relatif à l'application du présent procès-verbal, la Commune d'Estang et le SETA conviennent de saisir le représentant de l'Etat dans le département avant tout recours contentieux éventuel.

Fait à Estang, le

Pour le SETA,  
La Présidente,  
France DUCOS

Pour la Commune d'Estang,  
Le Maire-adjoint,  
Alain BARBE

**ANNEXE 1 : Liste et descriptif des biens mis à disposition**

| COMPTE | N° INVENTAIRE | DÉSIGNATION DU BIEN           | DATE ACQUISITION | DURÉE AMORT. | VALEUR BRUTE | VALEUR AMORTIE AU 31/12/ 2016 | VALEUR NETTE AU 31/12/2016 |
|--------|---------------|-------------------------------|------------------|--------------|--------------|-------------------------------|----------------------------|
| 2156   | 3             | Assainissement 2è tranche     | 1992             | 60           | 18 673,35    | 10 270,30                     | 8 403,05                   |
| 2156   | 4             | Affect assainissement         | 1992             | 60           | 17 121,15    | 9 131,24                      | 7 989,91                   |
| 2156   | 5             | Affect travaux assainissement | 1992             | 60           | 13 720,41    | 8 689,53                      | 5 030,88                   |
| 2156   | 6             | Station épuration             | 1992             | 30           | 97 870,02    | 84 820,61                     | 13 049,41                  |
| 2156   | 8             | Assainissement                | 1992             | 60           | 142 480,96   | 59 266,97                     | 83 213,99                  |
| 2156   | 9             | Construction égouts           | 1992             | 60           | 48 731,19    | 38 172,81                     | 10 558,38                  |
| 2156   | 10            | Canalisation                  | 1992             | 60           | 24 602,86    | 9 841,18                      | 14 761,68                  |
| 2156   | 11            | Canalisation                  | 1994             | 60           | 7 236,82     | 2 532,83                      | 4 703,99                   |
| 2156   | 12            | Canalisation                  | 1994             | 60           | 3 905,13     | 1 497,04                      | 2 408,09                   |
| 2156   | 14            | Renforcement égouts           | 1997             | 60           | 5 726,27     | 1 908,79                      | 3 817,48                   |
| 2156   | 16            | Extension réseau              | 2000             | 60           | 1 785,78     | 505,92                        | 1 279,86                   |
| 2156   | 17.1          | Extension réseau              | 2007             | 30           | 3 691,67     | 1 230,60                      | 2 461,07                   |
| 2156   | 18            | Canalisation                  | 1999             | 60           | 1 988,12     | 586,51                        | 1 401,61                   |
| 2156   | 20            | Intégration assainissement    | 1999             | 60           | 76 947,80    | 23 084,28                     | 53 863,52                  |
| 2156   | 20.1          | Pompe station                 | 2006             | 15           | 1 183,20     | 867,68                        | 315,52                     |
| 2156   | 31            | Ecoulement eaux               | 2001             | 60           | 1 118,68     | 296,96                        | 821,72                     |
| 2156   | 31.1          | Ecoulement eaux               | 2001             | 60           | 508,90       | 135,92                        | 372,98                     |

Envoyé en préfecture le 29/06/2017  
 Reçu en préfecture le 29/06/2017  
 Affiché le   
 ID : 032-200073310-20170328-BS\_2017\_04-DE

|      |      |                                 |      |    |           |           |           |
|------|------|---------------------------------|------|----|-----------|-----------|-----------|
| 2156 | 32   | Remise fonctionnement réducteur | 2001 | 60 | 814,66    | 217,41    | 597,25    |
| 2156 | 33   | Renforcement ROUTE              | 2001 | 60 | 729,06    | 194,52    | 534,54    |
| 2156 | 33.1 | Route Peyré                     | 2002 | 60 | 1 146,37  | 287,05    | 859,32    |
| 2156 | 34   | Lotissement                     | 2003 | 60 | 12 868,99 | 3 002,64  | 9 866,35  |
| 2156 | 36   | Caniveau pluvial                | 2014 | 30 | 927,70    | 92,76     | 834,94    |
| 2156 | 36-0 | Rd30 centre                     | 2006 | 10 | 13 374,44 | 13 374,40 | 1 337,48  |
| 2156 | 36-1 | Rd30 centre                     | 2006 | 60 | 36 893,64 | 6 763,79  | 30 129,85 |
| 2156 | 36-2 | Rd30 centre                     | 2006 | 60 | 15 771,11 | 2 891,35  | 12 879,76 |
| 2156 | 36-3 | Rd30 centre                     | 2006 | 60 | 1 125,09  | 206,25    | 918,84    |
| 2156 | 36-4 | Rd30 centre                     | 2006 | 60 | 6 409,31  | 1 175,02  | 5 234,29  |
| 2156 | 38   | Traverse eaux                   | 2007 | 30 | 966,37    | 322,10    | 644,27    |
| 2156 | 39-2 | Protection FS                   | 2008 | 15 | 31 466,76 | 16 782,28 | 14 684,48 |
| 2156 | 39-1 | Réseau FS                       | 2008 | 30 | 88 848,73 | 23 692,96 | 65 155,77 |
| 2156 | 39-4 | Compactage FS                   | 2010 | 30 | 1 016,60  | 237,23    | 779,37    |
| 2156 | 40   | Déclaration station             | 2009 | 30 | 4 413,24  | 1 176,88  | 3 236,36  |
| 2156 | 41   | Oxygénation                     | 2009 | 15 | 2 213,51  | 1 233,84  | 979,67    |
| 2156 | 42   | Plaques sécurisées              | 2010 | 30 | 1 478,69  | 345,03    | 1 133,66  |
| 2156 | 43   | Mise conformité réseau          | 2011 | 30 | 16 683,06 | 2 780,50  | 13 902,56 |
| 2156 | 43-1 | Extension cote Peyré            | 2011 | 30 | 6 756,26  | 1 351,26  | 5 405,00  |
| 2156 | 43-2 | Réhabilitation réseau           | 2012 | 30 | 1 693,52  | 1 781,20  | - 87,68   |

|      |      |                         |      |              |                   |                   |                   |
|------|------|-------------------------|------|--------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| 2156 | 44   | Groupe surpression      | 2012 | 15           | 1 182,23          | 394,10            | 788,13            |
| 2156 | 45-1 | Extension za            | 2012 | 30           | 1 014,99          | 169,15            | 845,84            |
| 2156 | 46   | Aérateur bac à graisse  | 2013 | 15           | 4 992,58          | 1 331,36          | 3 661,22          |
| 2156 | 47   | RD30 coté Monghuilhem   | 2013 | 30           | 36 729,16         | 3 672,90          | 33 056,26         |
| 2156 | 48   | Renforcement dégrilleur | 2014 | 10           | 7 084,61          | 2 125,38          | 4 959,23          |
| 2156 | 49   | Extension Péhage        | 2016 | 30           | 26 503,54         | 883,45            | 25 620,09         |
| 2156 | 50   | Renforcement station    | 2016 | 15           | 1 831,74          | 122,12            | 1 709,62          |
|      |      |                         |      | <b>TOTAL</b> | <b>792 228,27</b> | <b>339 446,10</b> | <b>452 782,17</b> |

## SUBVENTIONS

| Désignation / N° d'inventaire du bien | Date de versement | Durée d'amortissement | Début d'amortissement | Montant initial perçu | Montant annuel de la dotation |
|---------------------------------------|-------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-------------------------------|
| Travaux pluvial RD30                  | 15/06/2006        | 60 ans                | 2008                  | 52 317.00 €           | 868.95 €                      |
| Dégrilleur de la STEU                 | 07/03/2014        | 10 ans                | 2015                  | 1 705.00 €            | 170.50 €                      |
| <b>TOTAL</b>                          |                   |                       |                       | <b>54 022.00 €</b>    | <b>1 039.45 €</b>             |

Envoyé en préfecture le 29/06/2017

Reçu en préfecture le 29/06/2017

Affiché le



ID : 032-200073310-20170328-BS\_2017\_04-DE

**ANNEXE 2 : liste des contrats en cours relatifs aux biens mis à disposition**

Contrats de prêts :

- Emprunt n° 00093605230 réalisé le 28 janvier 2016

|   |  |
|---|--|
| <b>Objet</b>                            | Extension du réseau d'assainissement – "Quartier Péhage" |
| <b>Prêteur</b>                          | CRCAM AQUITAINE  |
| <b>Capital initial</b>                  | 30 000 €   |
| <b>Périodicité</b>                      | Annuelle sur 10 annuités                                 |
| <b>Date de fin</b>                      | Mars 2025  |
| <b>Capital restant dû au 31/12/2016</b> | 26 810.43 €  |

- Emprunt n° 00093605230 réalisé le 28 janvier 2009

|   |  |
|---|--|
| <b>Objet</b>                            | Assainissement secteur de la Fontaine Sainte |
| <b>Prêteur</b>                          | CRCAM AQUITAINE                              |
| <b>Capital initial</b>                  | 44 000 €                                     |
| <b>Périodicité</b>                      | Annuelle sur 15 annuités                     |
| <b>Date de fin</b>                      | Février 2023                                 |
| <b>Capital restant dû au 31/12/2016</b> | 23 555.47 €                                  |

- Emprunt n° 00093605230 réalisé le 28 janvier 2006

|   |   |
|---|---|
| <b>Objet</b>                            | Travaux d'assainissement sur l'agglomération d'Estang |
| <b>Prêteur</b>                          | CRCAM AQUITAINE CR                                    |
| <b>Capital initial</b>                  | 41 000 €  |
| <b>Périodicité</b>                      | Trimestrielle sur 20 ans                              |
| <b>Date de fin</b>                      | Février 2025  |
| <b>Capital restant dû au 31/12/2016</b> | 22 669.10 €   |

Autres contrats :

- *Sans objet*

**ANNEXE 3 : liste des dépenses et des recettes 2016 à régulariser**

| <b>DEPENSES 2016 A REGULARISER</b>   | <b>MONTANTS<br/>TTC</b> | <b>OBSERVATIONS</b>         |
|--------------------------------------|-------------------------|-----------------------------|
| HES - Facture n°16.713 du 29/12/2016 | 1 193.16 €              | Contrat de maintenance STEU |
| <b>TOTAL</b>                         | <b>1 193.16 €</b>       |                             |

| <b>RECETTES 2016 A REGULARISER</b>                        | <b>MONTANT</b>     | <b>OBSERVATIONS</b> |
|---|--------------------|---------------------|
| Facturation des usagers du 2 <sup>ème</sup> semestre 2016 | 23 321.40 €        |                     |
| <b>TOTAL</b>  | <b>23 321.40 €</b> |                     |